

Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Causse et Contreforts du Larzac (OC_CACO) »

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Causse et Contreforts du Larzac » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « CAUSSES ET CONTREFORTS DU LARZAC » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

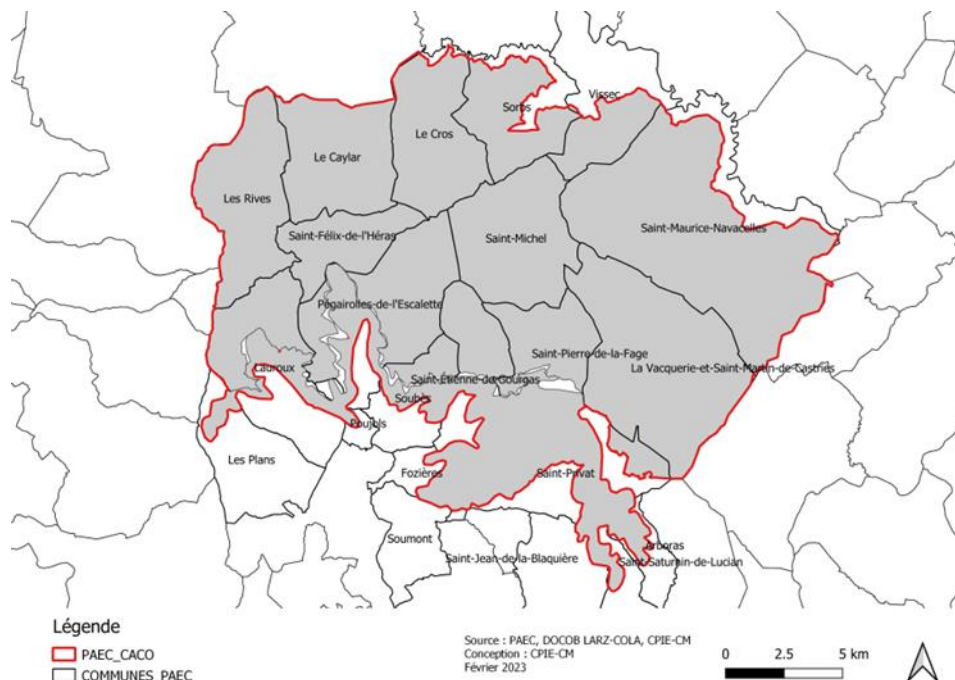
Le territoire présenté se découpe en deux sous-ensembles qui sont le Causse du Larzac méridional et les Contreforts sud du Causse du Larzac :

Le site ZSC/ZPS « Causse du Larzac » se situe au Nord du Département de l'Hérault, limitrophe des Départements du Gard et de l'Aveyron et en zone biogéographique méditerranéenne. D'une surface de 29 618 hectares, il est limité au Nord par les gorges de la Vis et de la Virenque, et au Sud par le piémont lodévois et se situe entre 430 m et 870 m d'altitude. Le site s'étend sur 16 communes et deux communautés de communes dans l'Hérault et le Gard (CC Lodévois et Larzac et CC Pays Viganais).

Le site Natura 2000 de la ZSC « Contreforts du Larzac » couvre les premiers reliefs du plateau karstique du Larzac qui forment un arc de cercle au nord de la ville de Lodève formant un paysage de falaises, cirques et contreforts boisés. Les 7 350 hectares de la ZSC constituent une zone de transition entre la vallée de l'Hérault et le plateau du Larzac qui se situe entre 450 m et 820 m d'altitude. Le site s'étend sur 13 communes et deux communautés de communes dans l'Hérault (CC Lodévois et Larzac et CC Vallée de l'Hérault).

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

Communes du PAEC CACO	
Le Caylar (34)	Arboras (34)
Le Cros (34)	Fozières (34)
Lauroux (34)	Les Plans (34)
Pégairolles de l'Escalette (34)	Poujols (34)
Les Rives (34)	St Jean de la Blaquièrre (34)
St Etienne de Gourgas (34)	St Saturnin de Lucian (34)
St Félix de l'Héras (34)	St Maurice Navacelles (34)
St Michel d'Alajou (34)	St Pierre de la Fage (34)
St Privat (34)	Soubès (34)
Sorbs (34)	La Vacquerie St Martin de Castries (34)
Vissec (30)	



2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Les surfaces valorisées par l'agriculture représentent plus de 24 200 ha sur le périmètre du PAEC, soit près de 82% de la superficie du territoire de projet. Ce Taux d'occupation est stable depuis une trentaine d'années (Enquête Life 1994).

Sur le périmètre du site, les surfaces agricoles sont très majoritairement utilisées par les exploitations d'élevages. Les cultures pérennes, viticulture, arboriculture et oléiculture sont marginales sur ce territoire.

La forte composante pastorale des systèmes d'élevages locaux se traduit par la très forte part des surfaces agricoles occupées par les parcours, pelouse sèches, landes à buis ou à genévrier principalement et bois pâturés de chêne pubescent et pin. Cette mosaïque est support de nombreux enjeux de biodiversité, d'habitats et d'espèces. Les surfaces fourragères en prairies ou autres cultures fourragères représentent plus de 2 240 ha, dont plus de 610 ha de prairies permanentes comprenant les prairies naturelles du territoire. On compte aussi sur le territoire plus 690 ha de prairies en rotation longue et 1 430 ha de terres arables majoritairement consacrées à la production de fourrage (1 144 ha, y c. maïs ensilage) et de céréales à paille (283 ha).

Globalement sur le périmètre du site, les élevages comptent dans leur assolement, 89% de parcours, 5% de prairies permanentes et en rotation longue et 6% de terres arables en rotation. Notons que sur les 5 dernières années on constate une augmentation des surfaces déclarées en parcours de 4,4% (896 ha), en prairies permanentes de 4,8% (28 ha). La prédominance des prairies et des fourrages dans les rotations a entraîné, du fait des règles de la PAC, une forte augmentation des surfaces de prairie en rotation longue, et une forte diminution des cultures fourragère et céréalières en rotation. Les terres arables ne représentent plus que 5,9% des assolements des élevages mais contribue fortement à l'autonomie alimentaire des systèmes d'élevages et à leur adaptabilité aux aléas.

Productions

Sur ce territoire, l'élevage herbivore est très largement dominant mais assez diversifié. Plus de 60% des élevages sont spécialisés et près de 40% mixtes, généralement avec deux ateliers d'élevages. La production est principalement allaitante, environ 60% des élevages ont des ateliers ovin et/ou bovin viande. Cependant on observe dichotomie des types d'élevage, déjà relevée dans les années 2000, avec un nord-ouest, proche de la zone plus fertile du ségala des Rives, orienté vers la production laitière et un sud est vers les élevages allaitants et équins, une orientation qui s'accroît avec la transformation de troupeau ovin lait en ovin viande. Les filières laitières sont majoritairement orientées vers les ovins lait, le territoire se situe dans le rayon de Roquefort. Les élevages caprin lait et bovin lait sont présents mais moins nombreux, orientés vers les marchés locaux de produits transformés à la ferme ou à proximité. Autres filières développer sur le territoire, les ateliers équins concernent près du quart des élevages. On notera aussi le développement d'activités de diversification, porcs plein air, volaille de chair mais aussi de la prise en pension ou de la vente de foin et de céréales. Le chargement moyen du territoire reste constant depuis une quinzaine d'année en se maintenant autour de 0.13 UGB/Ha, et ce malgré la récurrence des aléas climatiques. Mais les écarts sont importants, entre 0.07 et certains autour de 0.3, point de vigilance dans notre contexte climatique.

Pratiques d'élevage

47 exploitations ont leur siège d'exploitation dans le territoire et valorise 83 % de l'espace du PAEC. 21 ont un caractère sociétaire dont 18 GAEC. 15 exploitations avec une emprise significative ont leur siège à l'extérieur et 6 peuvent être qualifiées de transhumantes.

L'ensemble de ces exploitations sont utilisatrices de parcours pour une part variable de l'alimentation du troupeau. Les parts les plus importantes étant généralement atteintes sur les ateliers allaitants et équins, très pâturant et pastoral. En production laitières, les ovins lait sont moyennement à très pâturant, principalement sur prairies artificielles et toutefois utilisateurs de parcours. La conduite du pâturage se fait principalement en parc, le gardiennage plus la pratique dominante mais perdure. Les parcs existants sont souvent de grande taille et la pose de refends est un des enjeux pour optimiser l'utilisation de certaines unités de gestion.

Objectifs agro-environnementaux du territoire

La caractérisation des milieux, l'état initial et visé, les pratiques agricoles et les préconisations, sont précisés finement par enjeux et par habitat dans le tableau en annexe 3 « tableau enjeux et objectifs agro-environnementaux ».

Les objectifs de conservation indiqués dans le DOCOB des sites Natura 2000 du Causse du Larzac et Contreforts du Larzac sont :

- Maintenir en bon état de conservation (ou améliorer l'état de conservation) des habitats naturels et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire présents sur le site ;
- Assurer le maintien des activités agro-pastorales et leur développement économique en conformité avec les objectifs de maintien de la biodiversité.

Le maintien et la gestion des surfaces en herbe (prairies, pelouses et landes) est l'un des enjeux prioritaires au niveau local et contribue hautement à la diversité biologique. Leur gestion raisonnée est aussi garante de prévention des feux de forêt, de préservation des paysages et d'une bonne qualité de l'eau. L'essentiel de l'enjeu biodiversité dépend de l'équilibre entre la dynamique naturelle de la végétation et les différentes activités humaines (en particulier le pastoralisme).

La récurrence des aléas climatiques, gelées tardives, coups de chaud précoces et sécheresses répétées et prolongées modifient le rôle et l'utilisation des surfaces pastorales. La fragilité inhérente de la strate herbacée modifie partiellement les pratiques de pâturage, notamment dans les périodes d'utilisation et les niveaux de prélèvement des différents faciès qu'offre la mosaïque de milieux présente sur le causse. Cette évolution climatique a également fait évoluer la vision de la strate ligneuses et la perception de l'arbre sur le causse, effet parasol, rôle de la haie dans l'adaptation au changement climatique. Ceci pousse même quelques éleveurs à replanter des haies et des arbres.

Par ailleurs, la présence d'espèces exotiques envahissantes (EEE), qu'elles soient floristiques ou faunistiques, terrestres ou aquatiques, menacent la biodiversité du territoire, pouvant entraîner sa banalisation et des pertes de fonctionnalités écologiques.

On notera particulièrement l'arrivée de la Pyrale du buis qui obligera à tenir compte de ce facteur dans l'élaboration des plans gestion pastorale par la modification du microclimat parcellaire avec un risque de fragilisation de la strate herbacée et également sur les objectifs de contention du développement du buis.

L'arrivée de la prédation, est aussi un facteur à intégrer dans l'évolution des pratiques et notamment estivale où le pâturage nocturne est pratique courante et essentielle dans la stratégie d'alimentation.

Date de fauche habituelle du territoire

La date de fauche habituelle du territoire est définie en fonction de la pratique de référence du territoire qui consiste en une fauche complète dès maturité des foin, sans prise en compte des cycles de reproduction de la faune et de la flore.

Cette date est précisée dans le diagnostic agroenvironnemental du territoire.

Pour les mesures « ESP » (protection des espèces), le cahier des charges prévoit un nombre de jours de retard d'utilisation qui est calculé par rapport à cette date de fauche habituelle.

Pour le territoire « Causses et Contreforts du Larzac » la date de fauche habituelle retenue par l'opérateur est :

- le 20/05

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Un type de mesures sont proposés :

- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système/localisée)	Objectifs de la mesure (résumé)	Montant unitaire	Financement ²
Prairies permanentes – présence de plantes indicatrices	Préservation des prairies maigres	OC_CACO_PRA1	Localisée	Préservation des prairies maigres par le maintien d'une diversité floristique	51 €/ha	FEADER Etat
Toutes surfaces en herbe (prairies permanentes, parcours)	Préservation des habitats et habitats d'espèces des milieux ouverts par la gestion pastorale	OC_CACO_PRA3	Localisée	Préservation des habitats et habitats d'espèces des milieux ouverts par la gestion pastorale	72 €/ha	FEADER Etat
Prairies permanentes	Préservation des prairies maigres par la mise en défend	OC_CACO_ESP1	Localisée	Préservation des prairies maigres par la mise en défend	82 €/ha	FEADER Etat

² Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

Prairies permanentes	Préservation des prairies maigres par le retard de fauche	OC_CACO_ESP2	Localisée	Préservation des prairies maigres par le retard de fauche (et mise en défend – option)	145 €/ha	FEADER Etat
Surfaces pastorales et prairies	Préservation des habitats naturels et habitats d'espèces (aviafaune ouvertes par le pâturage et interventions complémentaires obligatoires	OC_CACO_OUV1	Localisée	Préservation des habitats naturels et habitats d'espèces (aviafaune) ouverture interventions mécaniques ou autres selon plan de gestion (brûlage, pâturage)	153 €/ha	FEADER Etat
Surfaces pastorales et prairies	Préservation des habitats naturels et habitats d'espèces des milieux ouvertes par le pâturage et interventions complémentaires obligatoires	OC_CACO_OUV2	Localisée	Préservation des habitats naturels et habitats d'espèces des milieux ouvertes par interventions complémentaires obligatoires et pâturage obligatoire	204 €/ha	FEADER Etat
Mares temporaires	Préservation de l'habitat naturel d'intérêt communautaire mares temporaires et des espèces flore associées et mares en tant qu'infrastructures agroécologiques	OC_CACO_IAE2	Localisée	Préservation de l'habitat naturel d'intérêt communautaire mares temporaires et des espèces flore associées et mares en tant qu'infrastructures agroécologiques et habitats d'espèces (flore, amphibiens, odonates)	62€/mare	FEADER Etat

	et habitats d'espèces (flore, amphibiens, odonates)					
--	--	--	--	--	--	--

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Causse et Contreforts du Larzac ».

Pour les mesures « ESP », l'obligation du cahier des charges (cf. Notice de mesure) relative au retard d'utilisation (fauche et pâturage) s'applique en référence à la date de fauche habituelle précisée dans la présente notice (cf. § 2 Résumé du diagnostic agroenvironnemental du territoire)

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2025 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2025-de-a9561.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

En termes d'éligibilité, les surfaces à contractualiser doivent se trouver à l'intérieur du périmètre PAEC défini. De plus, les agriculteurs désireux de contractualiser doivent avoir passé à minima l'étape de la manifestation d'intérêt et prédiagnostic. Le nombre de bénéficiaires retenus est contenu dans la limite du volume annoncé dans le budget mesures prévisionnel et le budget d'animation de la candidature PAEC.

Présélection des surfaces et mesures sur base de cartographique existante

La première étape de la sélection des surfaces cibles se fait au moment de la candidature et en fonction de la pré-cartographie avec un croisement du parcellaire et de la carte des enjeux potentiels des habitats d'intérêt communautaire.

La principale base cartographique utilisée est celle des habitats d'intérêt communautaire des deux sites et représentant la plus récente base de données couvrant le territoire du PAEC (actualisation en 2016).

On note qu'en fonction des mesures ciblées, une cartographie complémentaire a été mobilisée pour notamment les mesures ESP, CIFF et IAE afin d'identifier des surfaces spécifiques au sein de la SAU avec une entrée habitats d'espèces avifaune et lépidoptères. A ce titre ont été utilisées les couches cartographiques du DOCOB relative aux habitats de nidification de l'Œdicnème criard, aux habitats d'alimentation du Bruant ortolan et du Pipit rousseline et les surfaces propices pour les espèces de lépidoptères Diane et Damier de la Succise (des données récentes issues du SINP ou des PNA odonates et papillons ont été mobilisés). Pour cibler des mares naturelles hors habitats d'intérêt communautaire (HIC) liées à la mesure IAE, on y ajoutera la cartographie issue d'un inventaire des mares et lavognes sur le site Natura 2000 « Causse du Larzac » inventoriant une centaine de points d'eau avec caractérisation et état de conservation (source CEN Occitanie, 2022).

Ce premier croisement de données cartographique permet de comptabiliser et de hiérarchiser les surfaces au sein des exploitations en fonction de leur niveau d'enjeu en termes de HIC présents potentiellement contractualisables. L'objectif est de prioriser les diagnostic terrain vers les exploitations présentant le plus fort potentiel et d'exclure les exploitations trop peu concernées (exclusion pour l'année) ou pas concernées par les enjeux (exclusion définitive).

Le choix et la hiérarchisation des habitats cibles est issu d'un croisement avec les priorités régionales (DREAL) et les enjeux locaux définis par les documents d'objectifs :

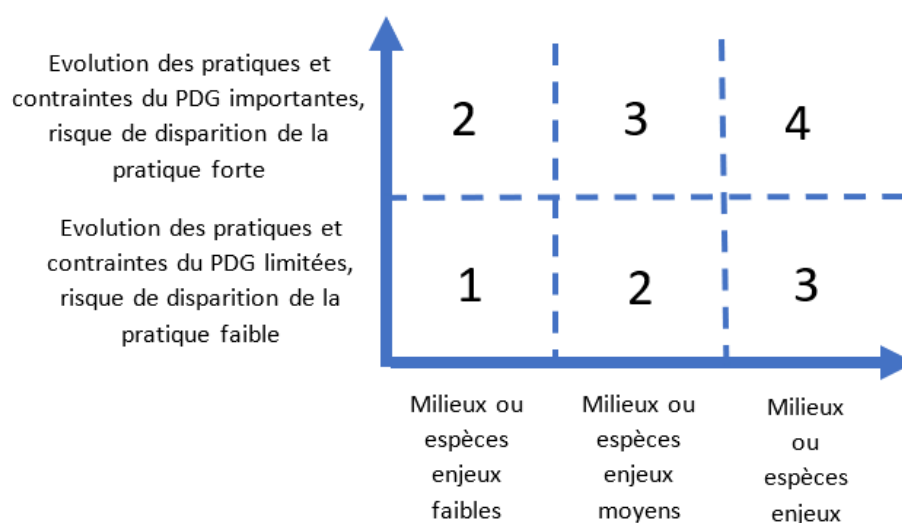
Priorité du PAEC CACO	Habitats concernés	Commentaire
1	Grands gazons méditerranéens amphibies (3170)	
1	Pelouses à Brome sèches et semi-sèche (*) 6210	
1	Arènes dolomitique des Causses *6220	Cet habitat non référencé prioritaire au niveau de la stratégie régionale de l'AAP est d'enjeu particulièrement fort selon le DOCOB et figure aussi parmi les habitats d'espèces les plus à enjeu
2	Prairies de fauche 6510	
3	Matorral à Juniperus communis 5210	
3	Prairies à Molinia sur sols calcaires 6410	

Habitats d'espèces	2 points				
	Oedicnème (nidf) Donnée Docob	Bruant/Pipit (SINP) Donnée Docob	Diane Donnée Docob, SINP	Damier de la Succise Donnée Docob, SINP	Odonates Données PNA

Hiérarchisation des surfaces présélectionnées

Ensuite, le diagnostic de l'exploitation opérera à un classement de ces parcelles, avec pondération des surfaces diagnostiquées sur une échelle de 1 à 4 sur la base des trois niveaux d'enjeux de conservation croisés avec le degré d'évolution des pratiques et de contraintes du plan de gestion (effet levier de la MAEC) ainsi que du risque de la disparition de la pratique concernée.

Illustration de la démarche se présente comme suit :



Examen post-diagnostic pour l'optimisation de la contractualisation

Une fois les surfaces hiérarchisées pour chaque demandeur de contrat, il s'agit de procéder en cas de nécessité à un arbitrage des éléments engagés au sein du contrat au vu des disponibilités de l'enveloppe allouée pour l'année.

Les principes de sélection ici exposés visent à poser des modalités de hiérarchisation qui pourront être opérées de façon à optimiser la contractualisation et atteindre un équilibre à l'échelle du site tout comme à celle des exploitations en ce qui concerne les différents objectifs biodiversité existants. Au besoin, d'autres critères pourront être considérés suite aux diagnostics terrain menés.

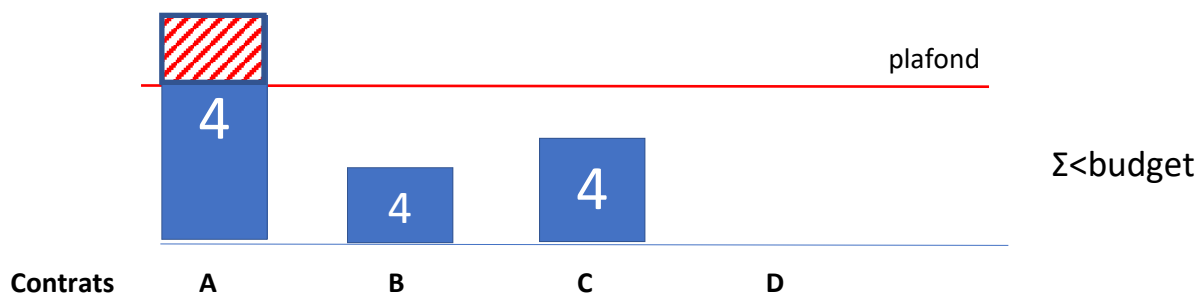
Dans les schémas qui suivent, « A, B, C et D » sont des bénéficiaires potentiels. Les modules bleus le volume financier que représentent les engagements hiérarchisés en quatre niveaux d'enjeux préétabli. Le "budget" est le budget total alloué au PAEC par tranche de contractualisation.

Par conséquent, on aboutit sur une construction progressive et sélective des contrats

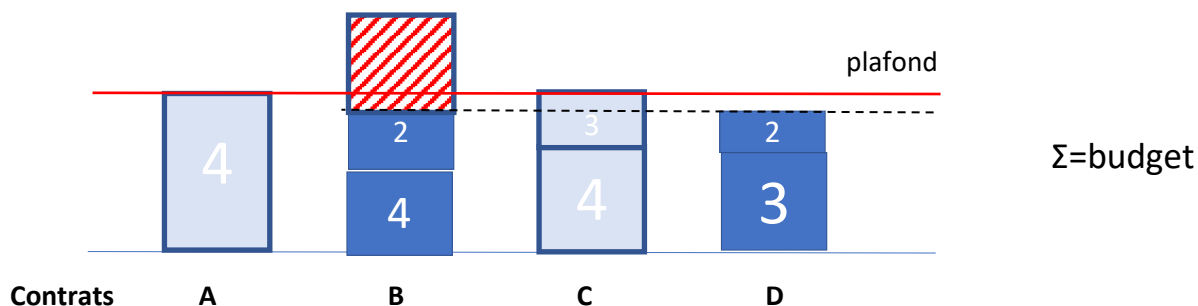
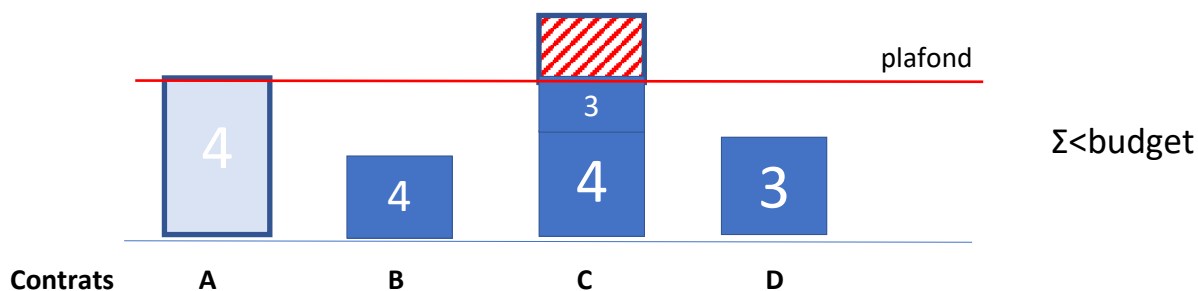
Pour assurer une répartition plus cohérente du budget entre les contrats et sur le territoire, cette phase d'optimisation sera raisonnée sur une fourchette entre 0 € et 11 250 € (1,5 parts).

Il est à noter que les unités de gestion présentent bien souvent une mosaïque de milieux non homogène et donc une diversité d'enjeux également. Selon le budget il n'est pas toujours possible d'intégrer dans le contrat, l'ensemble de l'unité de gestion. Toutefois, nous souhaitons inscrire le changement ou le maintien de pratique à l'échelle de l'UG dans le plan de gestion afin d'harmoniser les pratiques.

1^{ère} étape : engagement des zones classées supérieures à concurrence du plafond individuel et des disponibilités budgétaires



2^{ème} et 3^{ème} étape : ajout des zones classées inférieures



6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée.

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

Concernant les mesures « OC_CACO_PRA3 et OC_CACO_OUV2 » vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

CPIE des Causses méridionaux

34, route de Saint Pierre

34520 Le Caylar

Tél. : 04 67 44 75 79

Courriel : agri.environnement@cpie-causses.org